

### Transition énergétique à l'allemande : radicale, sociale et financée

par Clotilde de Gastines - 31 Août 2011

**En Allemagne, la sortie du nucléaire bénéficie d'un consensus social très large. Mouvement anti-nucléaire, DGB (syndicat d'employés allemand qui regroupe IG-Metall et Ver.di), ONG environnementales et une grande partie de opinion publique sont convaincus que l'Allemagne a fait le choix de l'avenir. Ce tournant énergétique va conditionner une nouvelle politique industrielle écologique. Retour sur une décision bien mûrie.**



Après la catastrophe de Fukushima en mars dernier, Merkel a aussitôt annoncé un moratoire sur le nucléaire et créé une commission d'éthique. « Elle aurait pu envisager autre chose qu'une sortie pure et simple du nucléaire, mais les élections régionales ont porté pour la première fois un candidat Vert à la tête du Bade-Wurtemberg. Et elle doit pouvoir compter sur eux en cas de coalition après les législatives de 2013 » analyse Tobias Münchmeyer de Greenpeace Allemagne.

La commission d'éthique devant réévaluer les risques liés à l'énergie nucléaire a rendu un verdict sans appel le 30 mai : « le nucléaire en Allemagne n'est pas éthique au nom du développement durable et du principe de responsabilité ». L'exemple japonais d'un pays industrialisé montre que « l'Allemagne n'est pas à l'abri d'un accident nucléaire ». L'accident japonais n'a pas pu être maîtrisé ». En cause, la fusion incontrôlée du combustible MOX à base de plutonium. Le rapport conclut « Le sinistre n'est donc pas mesurable, le risque lié au nucléaire est par conséquent inacceptable ».

Les sept réacteurs les plus anciens et la centrale de Krümmel qui a connu plusieurs accidents donc ont été mis à l'arrêt. Les leaders du secteur en Allemagne E.ON et RWE et les industriels « n'ont pas vraiment compris ce qu'il s'est passé. Pourtant, ce changement radical mûrissait depuis plusieurs années », explique Tobias Münchmeyer. Une bonne partie de l'opinion publique est acquise à l'idée de transition verte. En 2000, la coalition rouge-verte (SPD et Verts) avait voté la sortie du nucléaire civil. Annoncé à leur arrivé au pouvoir en 2009, la coalition chrétien-démocrate et libéraux (CDU et FDP) a obtenu la prolongation de la durée de vie des centrales à l'automne 2010 (huit ans pour les réacteurs construits avant 1980, et de 14 ans pour les plus récents). « Cette décision a choqué l'opinion publique, qui en a conclu que la Chancelière était soumise aux pressions des grands fournisseurs d'électricités E.ON et RWE. C'était une victoire à la Pyrrhus, car elle a perdu beaucoup en crédibilité, ajoute le directeur politique de Greenpeace Allemagne. Après Fukushima, face à la montée de la contestation, elle n'avait pas le choix, si elle voulait rester chancelière ».

#### Les autres ressources

L'arrêt du nucléaire sera progressif. Le dernier réacteur sera arrêté en 2021. La mise en œuvre aurait pu être plus rapide, estiment les Verts, qui ont proposé 2013 ! L'important, c'est qu'il soit « en principe irréversible », assure Münchmeyer. En effet, tous les partis ont voté l'arrêt définitif du nucléaire. Le détail de la transition figure dans la loi du 5 août. La question du démantèlement des centrales nucléaires, du retraitement et de l'enfouissement des déchets radioactifs est encore en débat. Les industriels ont déjà investi 1,8 milliards dans le site de

Gorleben en Basse-Saxe.

La part des énergies fossiles reste prépondérante. De nouvelles centrales thermiques au gaz et au charbon ayant été programmées auparavant, d'autres seront modernisées. RWE a annoncé qu'elle négociait un partenariat avec le géant russe Gazprom pour alimenter ces centrales au gaz.

L'investissement dans les énergies renouvelables est monté en flèche : le gouvernement fédéral veut y consacrer 3,5 milliards d'euro. Sur le solaire, l'Allemagne est par exemple un contributeur majeur de Desertec, le projet de centrale solaire dans le Sahara. Le projet est encore au stade de la réflexion. Il a encore besoin de financement, notamment européen. Il ne verra pas le jour avant 2025, étant donné que la stabilité politique en conditionne le développement. Des négociations sont en cours en Algérie, au Maroc

### **La transition verte et l'emploi**

« En Allemagne, le tournant énergétique se résume à un mot en 4 lettres : jobs » écrivait le sociologue Ulrich Beck dans une tribune du Monde le 10 juillet dernier. La confédération syndicale allemande (Deutschen Gewerkschaftsbund- DGB), qui expose sa position dans un fascicule de 30 pages est en effet très optimiste : « la mise en place d'une industrie écologique et durable est créatrice d'emploi. D'après l'Agence fédérale pour l'emploi, 1,8 million de personnes travaillent dans les énergies renouvelables, la recherche et la production de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité énergétique dans les secteurs industriels traditionnels (automobile, chimie et métallurgie, bâtiment), dans les services et le commerce ». Le 30 août, Volkswagen a d'ailleurs annoncé qu'elle consacrerait 1 milliard d'euro à la recherche dans les énergies renouvelables.

Le DGB est réaliste. Il sait aussi que la transition va coûter cher. E.ON a d'ores et déjà annoncé le licenciement de 11 000 employés. « Nous devons provisionner ce coût dans les caisses d'assurance-chômage », prévient la confédération. Dans les secteurs les plus concernés, la transition « ne doit pas se faire au détriment des salariés ». Il faudra les reclasser, les former à de nouveaux métiers et de nouvelles compétences sur « un marché du travail transformé ».

Pour le DGB, la transition verte est une question de vie ou de mort. Changer de modèle de développement en se libérant du nucléaire est d'autant plus nécessaire, que cette décision découle, conclue-t-il « d'une vision optimiste qui envisage un monde plus juste et plus sûr pour les générations futures, et qui abandonne le court-termisme et la croissance à tout prix ».

## **A propos de cet article**

**Auteur(s) : Clotilde de Gastines**

*: Sortie du nucléaire, atome, transition énergétique, Allemagne, Greenpeace, DGB*

[www.metiseurope.eu](http://www.metiseurope.eu)